

Discours d'introduction du Président
Débat d'orientations budgétaires
14 décembre 2018

Chers collègues,

avant d'aborder notre session consacrée au débat d'orientations budgétaires, je souhaiterais que nous puissions prendre un temps de réflexion.

Un temps qui me paraît indispensable en mémoire des personnes décédées et blessées dans leur âme ou dans leur chair lors du récent attentat de Strasbourg.

Je souhaite que nous puissions nous recueillir mais aussi nous nourrir de la force de celles et ceux qui restent debout ... de celles et ceux qui, le lendemain, retournent travailler, étudier, et continuent tout simplement de vivre.

Nous devons continuer à vivre, ne jamais oublier, sans pour autant céder à la psychose tant voulue par ces terroristes !

J'ai malheureusement vécu cette situation de l'intérieur lors des attentats de Bruxelles, je l'ai encore vécue cette semaine à Strasbourg.

La force qui se dégage d'un peuple qui reste debout doit nous inspirer, elle doit être le ciment qui nous unit malgré nos différences.

Revenons maintenant au déroulé plus habituel de notre session.

Chers collègues,

La colère gronde dans notre pays !

La contestation sociale a été très forte au cours des dernières semaines.

Elle ne retombe pas !

Pour garantir la cohésion de notre Nation, le Gouvernement et le Président de la République doivent agir vite.

Ils doivent enfin s'attaquer aux racines de cette contestation.

Il s'agit tout d'abord d'arrêter toute forme d'arrogance envers les français.

Il s'agit aussi de canaliser cette colère en stoppant la casse des corps intermédiaires que je dénonce depuis tant de mois.

Le gouvernement doit arrêter d'affaiblir les syndicats et les élus.

La démocratie représentative doit rester le socle de notre République.

Il doit nous redonner les moyens d'agir pour modérer et transmettre les revendications du peuple de façon plus apaisée.

Il doit laisser aux collectivités les moyens pour continuer à jouer ce rôle d'amortisseur social.

Enfin, sur le fond, il faut que l'État ait le courage de se réformer.

Gérer ce n'est pas mettre des coups de rabots incessants qui touchent les plus faibles d'entre nous.

C'est avoir une vision et un cap partagés par une majorité de Français.

Gouverner n'est pas diviser, mais réunir, faire adhérer, convaincre.

Les récentes mesures annoncées sont des avancées concrètes, mais sont

loin de concerner tous les citoyens de notre pays en attente d'un effort pour vivre dignement.

En outre elles ne sont pas financées. Or creuser la dette c'est mécaniquement faire baisser le niveau de vie des générations futures.

Par contre, permettez-moi d'être très clair quant à la manière dont la colère s'exprime. Si certaines revendications des gilets jaunes peuvent être partagées, si le sentiment d'abandon est réel, la violence ne doit jamais être tolérée.

Il faut combattre cette violence en étant intraitable face aux casseurs qui préemptent une contestation légitime.

Chers collègues,

Alors que l'État a puni 2 fois les Costarmoricains en réduisant d'un côté leur pouvoir d'achat et en baissant dans le même temps les dotations qui permettent justement à nos collectivités d'amortir les conséquences de ces mesures.

Alors que l'État se désengage, le Département des Côtes d'Armor restera déterminé à assurer ses missions.

Nous serons plus que jamais présents, en 2019, aux cotés des plus fragiles, aux côtés de tous les Costarmoricains.

Nous continuerons à accompagner nos aînés dépendants, nous serons toujours là pour les personnes en situation de handicap, pour les personnes qui rencontrent des difficultés dans leur parcours professionnel.

Nous poursuivrons nos politiques volontaristes à un haut niveau en faveur du tourisme, de l'environnement, de la culture, du sport ou encore de la jeunesse.

Nous oserons également le renforcement de la cohésion sociale !

Pour cette raison, nous n'augmenterons pas les impôts d'un seul euro en 2019, et ce comme depuis le début de notre mandat.

C'est un choix fort, malgré les nouvelles contraintes qui pèsent sur les Départements chaque année.

Oser le choix d'une plus grande cohésion, c'est aussi entendre les conséquences du manque d'ambition nationale pour la dépendance.

J'entends la colère dans les EHPAD, la souffrance des personnels qui font au mieux avec ce qu'ils ont. J'entends la souffrance des familles qui ressentent parfois un sentiment d'abandon de leurs aînés malgré l'engagement sans faille des équipes présentes.

Là aussi nous répondrons présents en vous proposant de mettre en place un groupe de travail afin d'étudier la possibilité de renforcer l'accompagnement de certains établissements, et ce sur des critères objectifs.

Il est inadmissible que l'État abandonne toute ambition pour mieux accompagner nos anciens.

Plus encore, nous osons la solidarité avec les Départements les plus faibles dans le cadre d'une péréquation horizontale voulue par l'ADF.

Pour faire simple, les Départements mettrons en commun une fraction de leurs DMTO qui sera ensuite redistribuée aux Départements les plus en difficulté.

Mais notre solidarité ne se veut pas béate.

Nous continuerons à solliciter l'État avec force car ce n'est pas aux

Départements d'assumer seuls la cohésion nationale.

Les Départements assurent bien entendu la cohésion au sein de leurs territoires respectifs.

Mais c'est bien à l'État d'assurer la cohésion entre les territoires.

C'est une mission éminemment régaliennne !

Chers collègues,

En 2019, malgré le contexte financier, nous oserons aussi continuer à investir pour renforcer la cohésion au sein des Côtes d'Armor grâce l'économie de 3 Millions d'euros réalisée sur notre fonctionnement.

Nous investirons dans les collèges avec la poursuite des travaux de Bégard, Hillion, Saint-Brieuc Racine, Lannion.

Nous investirons dans les routes avec plus de 20 Millions d'euros répartis avec équité sur l'ensemble du territoire.

Nous investirons pour les ports, les espaces naturels, ...

Enfin nous investirons pour d'autres projets tout aussi essentiels pour la préservation de notre patrimoine commun.

Je pense ici à l'extension de nos Archives départementales qui nous permettra d'envisager 30 années d'archivages complémentaires.

Un chantier à près de 8 M€.

Nous oserons rester engagés pour le Centre Bretagne. Nous n'abandonnons pas la base de loisirs de Guerlédan. A ce sujet, j'aurai l'occasion d'en reparler plus précisément lors de mon déplacement sur site vendredi prochain.

Nous oserons continuer à œuvrer pour l'attractivité de notre territoire avec le lancement définitif du projet de 4ème quai du port du Légué. Il sera

soumis et présenté en détail au prochain conseil syndical début 2019.

C'est un projet estimé quant à lui à plus de 10 millions d'euros mais indispensable pour maintenir une activité portuaire à long terme à Saint-Brieuc

Ces investissements pour les archives, la base de Guerlédan ou encore le port du légué, nous n'aurions jamais pu les mener si nous n'avions pas réformé le fonctionnement de notre belle institution, avec l'ensemble des agents et élus qui la composent.

L'audit financier que nous avons réalisé en début de mandat n'était pas volontairement alarmiste et n'a pas été réalisé à charge contrairement à ce que prétendent certains.

Il était certes très inquiétant mais objectif. Et seules nos actions de début de mandat nous permettent aujourd'hui d'être encore « dans le vert ».

En 2019, sans cet effort important nous n'aurions même pas pu vous proposer 70 Millions d'euros d'investissement.

Son maintien à hauteur de 80M€ est donc une performance permise grâce à un engagement collectif des vice-présidents que je veux souligner.

Chers collègues,

2019 sera donc une année où nous continuerons à OSER.

Mais nous n'oserons pas tout et n'importe quoi.

Nous n'oserons pas faire croire, comme certains de nos prédécesseurs l'ont tenté dans la presse, que la clôture positive du dossier Armor Connectic a été permise grâce à leur intervention.

Une négociation soit-disant serrée entamée dès 2011 avec des experts et avocats avisés qui aurait permis d'aboutir à ce résultat.

Il faudra alors m'expliquer pourquoi en 2016 la facture présentée par le délégataire était toujours de plus de 21M€ alors que nous avons réussi à nous en désengager au final pour 5M€.

Nous n'oserons pas faire croire que le réseau de 1100km de fibres n'aura coûté que 5M€ aux Costarmoricains.

C'est oublier d'ajouter les 17 Millions d'euros d'argent public engagés lors du lancement dont près de 7 Millions pour le Département.

Nous n'oserons pas non plus dire, comme je l'ai lu dernièrement dans la presse, que « le département investit moins ».

Nous ne laisserons pas penser que le niveau de réalisation de notre investissement faiblit, alors que c'est l'inverse qui se produit en 2018.

Cette année encore notre taux d'exécution de l'investissement sera exceptionnel. Il approchera même très certainement un niveau jamais connu ici, c'est à dire au moins 97 %!

OSER c'est croire en l'avenir c'est aller de l'avant.

OSER c'est essayer, c'est tenter, c'est innover.

OSER c'est le contraire de renoncer.

Jamais depuis 2015 nous n'avons renoncé à faire des Côtes d'Armor un Département attractif, où il fait bon vivre.

Ce n'est pas une option. Nous ne l'accepterons jamais !

Nous nous battons désormais à chaque fois que le gouvernement cherchera à attaquer la libre administration de notre collectivité.

Chers collègues,

Nous avons une vision pour notre Département. Un projet que nous avons soumis au vote des Costarmoricains et pour lequel ils nous ont fait

confiance.

Si les règles du jeu ont changé, si le gouvernement change la donne, il est hors de question que nous abandonnions ce projet.

Nous agirons en responsabilité pour faire vivre le nouvel élan que nous avons su insuffler.

Cher collègues,

Vous l'avez compris, nous ne serons pas les porteurs d'un renoncement au service public local.

Et si la loi veut nous pénaliser financièrement en nous retirant des dotations en cas de dépassement d'un plafond de dépense.

Alors nous continuerons à améliorer notre gestion pour limiter cette pénalité au minimum, c'est à dire 0.

Je vous l'annonce aujourd'hui, c'est un objectif prioritaire que nous avons donné à nos services et c'est un objectif que nous serons vraisemblablement en capacité d'atteindre cette année.

Nous n'acceptons pas que l'argent dû aux Costarmoricains soit récupéré par l'État.

Avec Romain BOUTRON, vice-président aux finances, dont je salue l'engagement pour conduire l'élaboration de budgets chaque année plus difficiles, avec les vice-présidents, avec les élus de la majorité comme ceux, je n'en doute pas, des groupes de la minorité, nous nous battons pour défendre la libre administration et l'avenir de notre institution.

Je veux le dire aux Costarmoricains, le Budget primitif dont nous aurons à discuter les 28 et 29 janvier prochains sera un budget, d'équité, de proximité et de cohésion, **le tout sans augmenter les impôts.**

Rien ne nous détournera de nos objectifs et des engagements que nous avons pris devant vous.

Je vous remercie.

Alain CADEC,
président du Département,
député européen.